

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2851

[S - C - 2001/29438]

28 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du service de perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française sur l'acquittement des Redevances Radio et Télévision

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, notamment l'article 5*bis*, inséré par la loi spéciale du 16 janvier 1993;

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, notamment les articles 1^{er}, 14, 18, 19 et 26;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de Perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1987 relatif aux redevances radio et télévision;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 17 mai 2001;

Sur la proposition du Ministre du Budget de la Communauté française;

Vu la délibération du Gouvernement du 21 juin 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, pour ce qui concerne la Communauté française, on entend par :

Service Radio-Télévision Redevances : le Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française, avenue Gouverneur Bovesse 29, à 5100 Namur.

Art. 2. En ce qui concerne le Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision, les demandes d'autorisation d'acquittement de la redevance télévision en plus de deux fractions, conformément à l'article 14, troisième alinéa, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, sont introduites par écrit au Service Radio-Télévision redevances.

Le Directeur de la perception et, en cas d'empêchement, ses adjoints, sont habilités à donner l'autorisation visée au 1^{er} alinéa.

Art. 3. En ce qui concerne le Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision, le Directeur de la perception et en cas d'empêchement, ses adjoints, sont habilités à accorder l'exonération en application de l'article 19 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Ces demandes doivent être introduites par écrit au Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision de la Communauté française.

Art. 4. En ce qui concerne le Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision, l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 août 1987 relatif aux redevances radio et télévision, est remplacé par la disposition qui suit :

« Art 4. Les contraintes visées à l'article 26 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et dont les modèles figurent en annexe du présent arrêté, sont décernées par le Directeur de la perception et, en cas d'empêchement, par ses adjoints.

Le Directeur de la perception précité, et, en cas d'empêchement, ses adjoints, sont également habilités à doubler les montants éludés visés à l'article 18 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Les contraintes et le doublement des montants éludés sont visés et déclarés exécutoires par le Directeur de la perception et, en cas d'empêchement, par ses adjoints. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Le modèle figurant à l'annexe I du présent arrêté, cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 6. Le Ministre de la Communauté française qui a le Budget dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 juin 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Annexe I

COMMUNAUTE FRANÇAISE

Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision

CONTRAINTE

Numéro

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, et les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Considérant que :

M/Mme

Né(e) à le

Habitant (code postal et commune)

..... (rue et numéro de maison)

est redevable à la Communauté française d'une somme de francs (= euros) pour avoir omis d'acquitter les redevances radio et télévision telles que prescrites par les articles 2, 3, 4, 9, 11, 13, 15 ou 18 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Le montant susmentionné est détaillé comme suit :

Redevance radio et télévision pour	Période	Montant de base	Doublement conformément à l'article 18 de la loi	Total
			Total général	BEF EUR

En application de l'article 26 de la loi précitée et de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 août 1987, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision de la Communauté française sur acquittement des redevances radio et télévision, pris en exécution, nous ordonnons que cette créance soit récupérée par voie de contrainte.

Décernée par

M., directeur de la Perception au Service de la Redevance Radio-Télévision, a visé et déclaré exécutoire à Namur le, la présente contrainte portant le numéro concernant les redevances radio et télévision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision de la Communauté française sur l'acquittement des redevances radio et télévision.

Namur, le

Annexe 2

COMMUNAUTE FRANÇAISE

Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision

CONTRAINTE

Numéro

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, et les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Considérant que :

M/Mme

Né(e) à le

Habitant (code postal et commune)

..... (rue et numéro de maison)

est redevable à la Communauté française d'une somme de euros pour avoir omis d'acquitter les redevances radio et télévision telles que prescrites par les articles 2, 3, 4, 9, 11, 13, 15 ou 18 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Le montant susmentionné est détaillé comme suit :

Redevance radio et télévision pour	Période	Montant de base	Doublement conformément à l'article 18 de la loi	Total
			Total général	EUR

En application de l'article 26 de la loi précitée et de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 5 août 1987, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision de la Communauté française sur acquittement des redevances radio et télévision, pris en exécution, nous ordonnons que cette créance soit récupérée par voie de contrainte.

Décernée par

M., directeur de la Perception au Service de la Redevance Radio-Télévision, a visé et déclaré exécutoire à Namur le, la présente contrainte portant le numéro concernant les redevances radio et télévision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision de la Communauté française sur l'acquittement des redevances radio et télévision.

Namur, le

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2851

[S - C - 2001/29438]

28 JUNI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de controle uitgeoefend door de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap over de betaling van het kijk- en luistergeld

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 5*bis*, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, inzonderheid op de artikelen 1, 14, 18, 19 en 26;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1987 betreffende het kijk- en luistergeld;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 mei 2001;

Op de voordracht van de Minister van Begroting van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 21 juni 2001,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, voor de Franse Gemeenschap, wordt verstaan onder :

Dienst Kijk- en Luistergeld : de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap, avenue Gouverneur Bovesse 29, te 5100 Namen.

Art. 2. Voor de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld, worden de aanvragen om toestemming om het kijkgeld in meer dan twee delen te mogen betalen, overeenkomstig artikel 14, derde lid van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, schriftelijk ingediend bij de Dienst Kijk- en Luistergeld.

De Directeur voor heffing en, bij verhindering van deze, zijn adjuncten, worden ertoe gemachtigd de in lid 1 bedoelde toestemming te verlenen.

Art. 3. Voor de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld, worden de Directeur voor heffing en, bij verhindering van deze, zijn adjuncten, ertoe gemachtigd de vrijstelling te verlenen met toepassing van artikel 19 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Die aanvragen moeten schriftelijk worden ingediend bij de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Voor de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld, wordt artikel 4 van het ministerieel besluit van 4 augustus 1987 betreffende het kijk- en luistergeld vervangen door de volgende bepaling :

«Art. 4. De dwangbevelen bedoeld in artikel 26 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en waarvan de modellen in de bijlage bij dit besluit worden weergegeven, worden door de Directeur voor heffing en, bij verhindering van deze, door zijn adjuncten uitgegeven.

De voormelde Directeur voor heffing, en, bij verhindering van deze, zijn adjuncten, worden eveneens ertoe gemachtigd om de ontdoken bedragen bedoeld in artikel 18 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld te verdubbelen.

De dwangbevelen en de verdubbeling van de ontdoken bedragen worden geïmplementeerd en uitvoerbaar verklaard door de Directeur voor heffing, en, bij verhindering van deze, door zijn adjuncten.»

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van het model opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit, dat op 1 januari 2002 in werking treedt. Het model opgenomen in bijlage I bij dit besluit, houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2002.

Art. 6. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 juni 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

Bijlage I

FRANSE GEMEENSCHAP

Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld

DWANGBEVEL

Nummer

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en de besluiten die ter uitvoering van die wet werden genomen;

Overwegende dat :

De heer/Mevrouw

Geboren te op

Woonachtig (postnummer en gemeente)

..... (straat en nummer van het huis)

aan de Franse Gemeenschap een som van frank (= euro) verschuldigd is, dit om verzuimd te hebben het kijk- en luistergeld te kwijten, zoals wordt voorgeschreven door de artikelen 2, 3, 4, 9, 11, 13, 15 of 18 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Het bovenvermelde bedrag wordt gedetailleerd als volgt :

Kijk- en luistergeld voor	Periode	Basisbedrag	Verdubbeling overeenkomstig art. 18 van de wet	Totaal
			Algemeen totaal :	BEF EUR

Bij toepassing van artikel 26 van voormelde wet en van artikel 4 van het ministerieel besluit van 4 augustus 1987, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 2001 betreffende de controle uitgeoefend door de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap over de betaling van het kijk- en luistergeld, dat ter uitvoering ervan werd getroffen, bevelen wij dat deze schuld zal worden ingevorderd bij dwangbevel.

Uitgegeven door

De heer, directeur voor heffing bij de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld, heeft in Namen op dit dwangbevel met nummer... betreffende het kijk- en luistergeld geïssueerd en uitvoerbaar verklaard.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 2001 betreffende de controle uitgeoefend door de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap over de betaling van het kijk- en luistergeld.

Namen, op

Bijlage 2

FRANSE GEMEENSCHAP
Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld

DWANGBEVEL

Nummer

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en de besluiten die ter uitvoering van die wet werden genomen;

Overwegende dat :

De heer/Mevrouw

Geboren te op

Woonachtig (postnummer en gemeente)

..... (straat en nummer van het huis)

aan de Franse Gemeenschap een som van euro verschuldigd is, dit om verzuimd te hebben het kijk- en luistergeld te kwijten, zoals wordt voorgeschreven door de artikelen 2, 3, 4, 9, 11, 13, 15 of 18 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Het bovenvermelde bedrag wordt gedetailleerd als volgt :

Kijk- en luistergeld voor	Periode	Basisbedrag	Verdubbeling overeenkomstig art. 18 van de wet	Totaal
			Algemeen totaal :	EUR

Bij toepassing van artikel 26 van voormelde wet en van artikel 4 van het ministerieel besluit van 4 augustus 1987, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 2001 betreffende de controle uitgeoefend door de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap over de betaling van het kijk- en luistergeld, dat ter uitvoering ervan werd getroffen, bevelen wij dat deze schuld zal worden ingevorderd bij dwangbevel.

Uitgegeven door

De heer, directeur voor heffing bij de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld, heeft in Namen op dit dwangbevel met nummer... betreffende het kijk- en luistergeld geïssueerd en uitvoerbaar verklaard.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 2001 betreffende de controle uitgeoefend door de ambtenaren van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap over de betaling van het kijk- en luistergeld.

Namen, op